POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

ABONNEMENT.

Saumur: 30 fr.
6 mois: 16
12 mois: 8

Poste: 35 fr.
6 mois: 16
12 mois: 10

On s'abonne: A SAUMUR, Au bureau du Journal ou en envoyant un mandat sur la poste, chez tous les libraires.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

INSERTIONS.

Annonces, la ligne: 30 c.
Réclames: 50
Faits divers: 75

RESERVES SONT FAITES Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne:

A PARIS, A L'AGENCE HAVAS 8, place de la Bourse.

SAUMUR, 9 JUILLET

LA GUERRE PARTOUT!

La politique républicaine produit des résultats qui navrent le syndicat électoral de la rue de Babylone. On n'entend plus parler de lui! Il y a trois jours à peine, les ministériels voyaient tout en rose: la Chambre allait voter le traité de Tien-Tsin; l'apothéose de M. Jules Ferry serait le couronnement de ce vote; la semaine actuelle devait valloir à la Chambre pour terminer le budget de 1886; M. Brisson et ses collègues voyaient le moment opportun pour brusquer les élections; cette fois le manifeste électoral, grâce à une touchante et pacifique concorde, jaillirait spontanément du cerveau des Babyloniens!

Hélas! tous ces rêves dorés se sont évaporés; il a suffi d'un incident, fort grave à nos yeux, pour faire écrouler le fragile édifice de la concentration républicaine! L'opportunisme a été conspué à nouveau, en pleine Chambre, pendant qu'un républicain le flagellait rigoureusement. Le principal meneur de la politique coloniale républicaine, M. Jules Ferry, n'a pas osé braver l'indignation du Parlement; mis au défi de porter à la tribune cette justification annoncée bruyamment par ses amis et complices, l'ancien ministre s'est tu; il a furtivement quitté le Palais-Bourbon; heureusement pour lui, avaient certains journaux républicains, il n'a pas été mêlé à la foule, à la sortie de la séance.

Entre opportunistes, radicaux et indépendants, les hostilités se ravivent; il n'est plus question de brusquer les élections. La paix, en effet, ne peut plus servir actuellement de tremplin aux membres du syndicat électoral qu'abrite le programme républicain.

Nous avons encore la guerre; en Annam, nous sommes en guerre, au Cambodge en guerre; à Madagascar en guerre, et nous aurons bientôt si les Pavillons-Noirs, profitant de ces nouvelles complications belliqueuses, ne nous obligent pas à recommencer la guerre au Tonkin, dans la saison la plus meurtrière.

La guerre partout! Pour le parti républicain, « la paix, c'est la guerre »!

C'est le lendemain d'un traité avec la Chine qu'il y a eu le guet-apens de Bac-Lé; c'est le lendemain d'un traité avec la Chine qu'il y a eu le guet-apens de Hué!

Sont-ce les politiciens républicains qui manquent de clairvoyance ou une implacable fatalité pèse-t-elle sur eux?

Les électeurs sauront à quoi s'en tenir sur certain « atout » que les candidats républicains avaient déjà trop joyeusement escompté dans leur jeu.

Avec les lamentables aventures dans lesquelles le gouvernement républicain et la majorité républicaine nous ont lancés, nous ne serons jamais assurés de la paix.

On pourra profiter d'une trêve pour escamoter les élections; mais que le pays se souvienne bien que nous sommes et que nous serons toujours en guerre, tant que cette néfaste politique coloniale dont l'ambition républicaine a voulu se faire un piédestal, ne sera pas répudiée avec les téméraires, les coupables qui l'ont follement conçue et plus follement conduite!

NOTRE SITUATION AU TONKIN.

Lorsque la nouvelle arriva à Paris que le traité de paix avec la Chine était enfin signé, nous nous sommes demandé si cette signature était bien sérieuse et si n'y avait pas lieu de s'attendre à des trahisons imprévues.

L'événement était plus près encore que nous ne pensions, puisque, le jour même où la Chambre devait ratifier le traité, une dépêche nous apprenait le guet-apens de Hué.

Les rebelles ont été repoussés; c'est bien. Mais est-ce fini?

Le ministre de la guerre croit que cet incident n'aura pas de suites; mais on nous a

trop souvent prêché une confiance mal justifiée par les lendemains.

Sommes-nous enfin maîtres du Tonkin?

Il nous paraît de la dernière évidence que le guet-apens de Hué a été combiné de longue main; la mauvaise volonté du gouvernement annamite était notoire depuis longtemps; on pouvait s'attendre à ce qui est arrivé.

Et il n'est pas moins évident pour nous que, si la Chine négociait la paix d'une part, elle organisait d'autre part ce complot contre nos soldats.

Cet incident de Hué peut être suivi de toute une série de faits du même genre.

Comme le dit très-judicieusement le Journal des Débats, « il est plus que jamais à craindre que nous n'opérons sur des sables mouvants. »

Voici deux ans que nous faisons là-bas une guerre de terribles escarmouches, interrompue de temps à autre par l'insuffisance des renforts à cause des convenances de la politique opportuniste.

C'est grâce à cette egoïste politique, dont la responsabilité appartient tout entière à M. Jules Ferry, que les Chinois ont pu nous infliger des défaites, c'est grâce à cette politique que ce peuple, toujours vaincu jadis, voyant qu'il a pu nous résister, est persuadé qu'il peut se moquer de nous aujourd'hui.

Peut-être, pour en finir, faudra-t-il encore un effort considérable?

Si l'en doit être ainsi, il faut alors couper court à toutes les hésitations, et surtout il faut ne pas subordonner cette grave affaire aux préoccupations électorales.

Mais nous avons bien peur que le gouvernement actuel n'ait ni assez de cœur ni assez d'autorité pour faire passer le patriotisme avant les intérêts de la coterie républicaine.

NOTRE SITUATION A MADAGASCAR.

Les nouvelles arrivées de Madagascar révèlent des faits d'une gravité extrême.

Le National, qui déclare les tenir de « source absolument certaine », les résume en ces termes:

« L'amiral Miot a demandé, il y a déjà longtemps, et avec une insistance justifiée par le danger que court notre petit corps d'occupation, des renforts s'élevant à cinq mille hommes.

« On s'est borné à lui envoyer cinq cents hommes d'infanterie de marine, dont les classes d'instruction ne sont pas terminées, qui devaient servir aux relèves coloniales et qui constituaient les dernières ressources actuelles de l'infanterie de marine.

« De plus, le bataillon de la même arme débarqué à Formose a reçu l'ordre de se rendre à Madagascar.

« Or, ce bataillon, qui comptait sept cents hommes il y a deux mois, ne peut expédier comme disponibles que cent cinquante-trois hommes, suivant dépêche adressée au ministère de la marine.

« Si bien qu'à cette heure, l'amiral Miot, avec une poignée d'hommes gravement atteints par le climat, est obligé de passer de l'offensive à la défensive.

« En effet, nous recevons la grave nouvelle que dans la nuit du 29 au 30 avril, trois compagnies françaises, infanterie et fusiliers marins, se sont trouvées bloquées dans le fort de Majunga.

« Attaqués à deux heures du matin, par 42,000 Howas, descendus aujourd'hui dans la plaine, dont ils sont désormais les maîtres, nos soldats les ont vus avec stupeur enhardis à ce point de quitter pour la première fois leurs montagnes inaccessibles et venir attaquer le fort, armés de fusils à tir rapide.

« Au départ du courrier, les trois compagnies étaient étroitement bloquées et n'avaient plus de communications avec la flotte que par mer.

« Est-ce qu'on va recommencer à Madagascar la série des désastres tonkinois et la pratique des petits paquets? »

La guerre partout, le sang de nos soldats répandu dans trois grandes expéditions qu'il

44 Feuilleton de l'Echo Saumurois.

LE DRAME DU MARCHÉ-NOIR

PAR M. CH. SAINT-MARTIN.

ÉPILOGUE

(Suite)

Vers une heure du matin, Françoise poussa un cri de joie; le sentier qu'elle avait suivi débouchait sur la grande route.

Les deux femmes étaient sauvées; mais, brisées à la fois par la fatigue et l'émotion, elles s'assirent toutes les deux sur le talus du fossé, à l'abri d'une grosse souche de chêne.

— Maintenant, murmura Françoise, à la grâce de Dieu!

— Pourquoi, murmura M^{lle} Jules, que mon mari ne nous retrouve pas?

— De quel côté se trouve Saumur? demanda la jeune fille.

— Je l'ignore, répondit M^{lle} Jules.

— Mieux vaut alors attendre, ici que l'orage se passe et que le jour vienne. Nous verrons ce matin

de quel côté nous devons diriger nos pas.

A ce moment, la tempête s'apaisait; le tonnerre ne grondait plus, et la lune reparissait au ciel. M^{lle} Jules avait appuyé sa tête sur le front de la souche et s'était presque endormie, mais la jeune fille veillait. Tout à coup, elle s'était levée. Une voiture éclairée par deux lanternes s'avancit au pas sur la route. Bientôt elle fut en face d'elle. Un homme à cheval l'accompagnait. Françoise entendit une voix de femme qui sortait de la calèche, et qui disait:

— Appellons encore une dernière fois, monsieur Georges; le voulez-vous?

— Volontiers, madame la marquise, avait répondu le cavalier.

Et aussitôt, d'une voix vibrante, le jeune homme avait crié:

— Mademoiselle Françoise!

L'appel retentit au loin dans la nuit, et M^{lle} Jules, réveillée en sursaut, avait répondu avant la jeune fille:

— Par ici! Nous voilà!

Un instant après, Françoise de la Roche-Yon était dans les bras de la marquise qui, du premier coup d'oeil, avait, sans hésitation, reconnu sa fille et la couvrait de baisers.

Ravi, au comble du bonheur, mais gardant toute sa présence d'esprit, Georges fit rapidement monter dans la calèche la jeune fille et M^{lle} Jules, donna

ordre au cocher de presser ses chevaux et de rentrer au plus vite au château, puis il partit pour Saumur à franc étrier, plus joyeux que les oiseaux qui s'éveillaient sur son passage.

Quand la marquise était rentrée aux Ormes après avoir raconté à sa fille tous les événements qu'elle ignorait, rassasié sa soif de caresses filiales, et admiré l'esprit naturel et charmant de Françoise, elle avait aussitôt couru à la chapelle.

Là, pendant longtemps, agenouillée près de l'enfant qu'elle avait retrouvée, M^{lle} de la Roche-Yon avait ouvert son cœur, remué ses souvenirs, évoqué l'image de son mari et de ses parents, versé d'abondantes larmes qui ramènèrent en son esprit le repos et la paix.

Puis, à l'aube du jour, pensant que M^{lle} d'Elvoy ne tarderait pas à rentrer et commençant même à s'inquiéter de ce long retard, elle avait emmené Françoise dans la chambre préparée pour elle, et aidée de la vieille Rose qui ne cessait de parler du dévouement de « monsieur Georges », comme si elle eut voulu hâter un dénouement plus complet, elle avait habillé la jeune fille des vêtements empruntés à la garde-robe de son amie.

M^{lle} d'Elvoy interrompit alors la jeune fille dans son récit.

— Et M^{lle} Jules, fit-elle, qu'est-elle devenue?

— Ce fut la marquise qui répondit:

— Nous l'avons installée, en attendant vos

ordres, dans une petite chambre du second étage; la pauvre femme, depuis qu'elle connaît l'arrestation de son mari, ne cesse de pleurer.

— Vous avez bien agi, ma chère Clémentine, reprit M^{lle} d'Elvoy. En toutes circonstances, je retrouve votre cœur d'autrefois.

Tout à coup, Rose se leva et indiqua du doigt la fenêtre qui donnait sur le parc.

— Voici M. Georges, s'écria-t-elle.

M^{lle} d'Elvoy et la marquise s'élançèrent à la fenêtre. Françoise rougit légèrement. Rose, qui comprit son trouble, s'approcha d'elle, et lui prit le bras comme elle avait coutume de faire chez M. Jacobs.

— M. d'Elvoy vient au galop, dit-elle, il a hâte de vous revoir.

Georges, en effet, revenait au galop de son cheval. Mais il n'était pas seul. Près de lui, le brigadier Griffard, la figure joyeuse, galopait de son mieux.

Le brigadier avait été envoyé aux Ormes par M. Glason avec ordre de féliciter de sa part la marquise de la Roche-Yon, de remercier M^{lle} d'Elvoy, et de dresser un procès-verbal officiel signé par les témoins présents au château.

Les deux cavaliers mirent pied à terre en face du perron. Les domestiques, presque tous réunis dans la cour d'honneur, et devisant des heureux

faut soutenir à la fois sur les points les plus insalubres du globe, les millions gaspillés par centaines, la flotte tellement réduite qu'on est arrivé à faire naviguer des navires hors de service, — comme le *Renard*, — tel est le résultat de la politique coloniale de M. Ferry.

Quand en aurons-nous fini avec ces sanglantes aventures ?

L'AFFAIRE DE HUÉ.

DÉPÊCHE DU GÉNÉRAL DE COURCY.

Le ministre de la guerre a reçu la dépêche suivante :

Huê, 7 juillet, 11 h. 55 soir.

» Nous sommes les maîtres absolus.
» Les troupes ennemies sont débandées.
» Quelques incendies isolés se produisent autour de la légation et sur certains points de la citadelle.

» Le palais royal est toujours intact, grâce à la discipline exemplaire du bataillon du 3^e zouaves, qui l'a conquis et gardé. Il renferme de grandes richesses : cinq millions en barres d'argent, chiffre qui sera grandement augmenté si je trouve les barres en or ; valeurs artistiques inappréciables.

» J'attendrai des instructions. Je demande l'autorisation d'accorder croix et médailles en nombre supérieur à ma provision.

» Signé : COURCY. »

LA SITUATION A HUÉ.

Que va-t-il se passer en Annam ? Incontestablement, dit le *Temps*, nous sommes maîtres de la citadelle et de la ville de Hué, mais il est à présumer que le parti de la guerre va appeler à lui toutes les forces du royaume pour tenter de nous resserrer dans la place.

Nous n'avons rien à craindre, il est vrai, mais nous serons sans cesse sur le qui-vive et peut-être obligés de faire de ce côté une campagne active qui peut présenter certaines difficultés d'organisation.

Dans la saison actuelle, les communications entre le Tonkin, notre centre principal, et l'Annam, sont relativement faciles, car la barre de Hué est la plus souvent praticable. Mais pendant l'hiver, époque où soufflent les vents du large, il est impossible de la franchir, et les communications avec la capitale de l'Annam, ne pouvant avoir lieu par la voie de mer, devront se faire par la baie de Tourane, en suivant la route royale, laquelle est très-accidentée, car elle traverse un certain nombre de cols, et l'un des passages, celui des Portes-de-Fer, près de Tourane (à 70 mètres d'altitude, est tellement escarpé qu'une poignée d'hommes peut y arrêter une armée.

Il est donc indispensable que nous nous préoccupions sérieusement de cette situation, et que, dans le désarroi dans lequel sont actuellement les Annamites, nous prenions toutes nos précautions afin d'assurer notre ligne de communication.

événements de la nuit, s'emparèrent de leurs chevaux.

M. d'Elvoy monta légèrement le perron et, suivi du « père Griffard », entra au salon.

Le jeune homme, très-ému, s'inclina devant la marquise et sa fille, et embrassa longuement sa mère, tandis que le brigadier s'acquittait, assez gauchement, du reste, et en employant une foule d'adverbes étonnants, de la commission dont il était chargé.

Puis, Georges raconta, en quelques mots, tout ce qu'il avait appris au Parquet. Gaspard, Niveleau et l'aubergiste venaient de faire les aveux les plus complets. La joie des magistrats en apprenant le retour de M^{lle} Françoise avait été très-grande.

— Moins grande pourtant que la nôtre, s'écria M^{lle} d'Elvoy.

La marquise pressa de nouveau sa fille sur son cœur. Ses yeux mouillés de larmes s'élevèrent à la cime des arbres que les premiers rayons du soleil commençaient à dorner.

— Que Dieu est bon, dit-elle, de ménager de si douces joies à une mère après tant et de si longues épreuves !

— C'est la récompense de vos vertus et de vos bienfaits, mon amie, reprit M^{lle} d'Elvoy.

Le brigadier, fort ému, sentant une larme au coin de sa paupière, mais ne voulant pas la laisser

Chronique générale.

L'Officiel contient le décret suivant :

« Il est enjoint à toute personne logeant des voyageurs venant d'Espagne d'en faire la déclaration à la mairie de la commune dès l'arrivée du voyageur.

» Cette obligation s'applique non-seulement aux aubergistes et aux logeurs en garni, mais encore à tout particulier.

» La même déclaration devra être faite par les personnes ci-dessus dénommées pour tout cas suspect survenu dans leur maison et dès l'apparition des premiers accidents.

» Les contraventions aux dispositions du présent décret seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à l'article 14 de la loi du 3 mars 1822, qui punit d'un emprisonnement de trois à quinze jours et d'une amende de 5 à 50 francs quiconque aura contrevenu, en matière sanitaire, aux ordres des autorités compétentes. »

La date des élections, fixée au 27 septembre, est considérée comme définitive. La session se prolongera certainement jusqu'aux premiers jours du mois d'août. Dans ces conditions, les partisans de la date du 16 sont forcés de convenir qu'il serait impossible de convoquer à cette date les collèges électoraux.

Si, ainsi que le déclarait avant-hier dans les couloirs M. Édouard Millaud, rapporteur général des finances au Sénat, son rapport ne peut être prêt avant la fin du mois, on compte généralement que les Chambres se sépareraient vers le 4 août.

Qui donc a dit que les républicains n'étaient pas partisans de la religion ?

Evidemment, celui-là n'avait pas lu l'*Officiel*. Seulement, il y a religion et religion, et le degré de faveur des divers cultes se mesure au chiffre du traitement alloué à leurs pasteurs.

Les voici, tels que M. de Baudry-d'Asson les a relevés :

Moyenne des traitements du clergé	
catholique,	Fr. 922
— des muftis musulmans	4.600
— des pasteurs protestants	2.144
— des rabbins israélites	2.522

D'où il appert que, sous nos gouvernants actuels, s'il existe encore une religion ministérielle, c'est le judaïsme, avec le protestantisme comme croyance des sous-secrétaires d'Etat.

LE CHOLÉRA EN FRANCE.

D'après les renseignements reçus à Paris de Carcassonne, six cas de choléra se seraient produits mardi, dont 3 suivis de décès.

Des mesures énergiques sont prises par le gouvernement.

Des postes de surveillance auxquels sont

échapper, mordit sa moustache avec fureur.

Tout à coup, par un de ces mouvements pleins de grâce et de vivacité dont elle avait le secret, la marquise fit un pas vers Georges et ouvrit ses deux bras :

— Mon cher enfant ! s'écria-t-elle.

A ce cri, parti du cœur, le jeune homme s'élança radieux. Un instant après, sur un signe de la marquise, Georges mit un genou à terre, saisit la main de Françoise, et la porta à ses lèvres.

La jeune fille, souriante au milieu de ses pleurs, inclina la tête sur l'épaule de sa mère et ne put que murmurer à voix basse :

— Mon sauveur... et mon ami !

Rose battit des mains, selon son habitude.

— Je le disais bien, s'écria-t-elle, que cela finirait ainsi !

Quant au brigadier, furieux de sentir tomber sur ses moustaches la grosse larme qu'il avait en vain retenu, il chercha à dominer son émotion et à se donner une contenance plus militaire. Saisissant son mouchoir et le passant sur son front :

— Voilà un mariage, dit-il avec sa bonne voix, qui a donné bien du mal à la gendarmerie.

CH. SAINT-MARTIN.

FIN.

attachés des étudiants en médecine sont installés sur toutes les routes menant d'Espagne en France.

Les maîtres d'hôtel et aubergistes devront immédiatement signaler à l'autorité les voyageurs venant d'Espagne.

Tous les fruits provenant d'Espagne sont sévèrement prohibés.

Samedi, M. le duc d'Aumale a assisté au concert de la Cour, donné par ordre de la Reine d'Angleterre, à Buckingham-Palace.

Le *Court Circular* en rend compte en ces termes : « Le prince et la princesse de Galles, le duc d'Aumale et les membres de la famille royale, conduits par le grand chambellan et suivis par les hauts fonctionnaires de la Cour, la maîtresse des robes et les dames et messieurs du palais, ont fait leur entrée au grand salon vers onze heures. »

M. le duc d'Aumale a donc eu le pas sur tous les membres de la famille royale d'Angleterre, sauf le prince et la princesse de Galles, qui représentaient la Reine absente.

LA DETTE PUBLIQUE.

La République est un gouvernement de progrès... dans les dépenses.

L'Assemblée nationale inscrivait au budget 4 milliard 471 millions 160,765 fr. pour le paiement annuel de la dette publique. Au budget de 1886, on inscrit 1 milliard 352 millions 12,594 fr.

Ce qui fait en huit ans une augmentation de 180 millions 851,829 fr.

La dette publique s'est donc accrue en moyenne de 22 millions 606,478 fr. par an.

Si on compare le chiffre nécessaire pour payer cette dette au chiffre total du budget, on constate que la République prélève actuellement pour ce paiement 45 0/0 sur les recettes annuelles de la France, alors que la Restauration, malgré le peu d'élévation des impôts à cette époque, ne prélevait que 32 0/0, la Monarchie de Juillet 28 0/0, et l'Empire 23 0/0.

Tous les économistes ne cessent de répéter que le pays, obligé de prélever 35 0/0 pour le service de la dette publique, se trouve dans une situation grave, dangereuse, et qu'il faut aviser. Mais si le prélèvement approche de 45 0/0, la situation devient périlleuse, le moindre accident peut conduire à un désastre. Fatalement, avec ce défaut de prévoyance, il arrive un moment inévitable où l'Etat est obligé d'imposer à ses créanciers un arrangement. En matière commerciale, cet arrangement s'appelle faillite et banqueroute.

La dette flottante augmente de 496 millions par an. Elle flotte très-loin, au Tonkin, à Madagascar, au Sénégal.

La République, n'ayant plus d'argent, contracte sous toutes les formes des emprunts déguisés.

Emprunts sous la forme de bons du Trésor, pour payer les frais des expéditions lointaines.

Emprunt sous forme d'obligations sexennaires pour payer 63 millions de garantie aux chemins de fer, 459 millions aux budgets extraordinaires de la guerre et des travaux publics pour les fameux chemins de fer de l'Etat. — Satisfaction de la passion électorale à nos dépens.

Emprunt sous forme d'avances à recevoir des chambres de commerce pour les travaux des ports, soit de ce chef 26 millions et demi.

Emprunt au Crédit Foncier pour les dépenses futures de l'insatiable caisse des écoles. — Satisfaction de la passion politique et de la haine anti-religieuse à nos dépens.

Emprunt sous forme d'avances faites par les Compagnies de chemins de fer, d'après les conventions de 1883.

Si la République devait durer autant que les gouvernements précédents, elle aurait dépensé, en dehors du budget annuel de plus de trois milliards, une somme totale de NEUF MILLIARDS SIX CENTS MILLIONS.

Ce sera un désastre, si nous ne nommons pas une Chambre résolue à imposer des économies, une Chambre anti-républicaine, une Chambre royaliste.

Nos chiffres sont puisés dans le budget officiel, ils défient toute réfutation.

(Réveil de l'Ouest.)

ÉTRANGER

LE CHOLÉRA EN ESPAGNE.

Madrid, 8 juillet. — Le choléra augmente considérablement à Valence et à Aranjuez. La situation dans cette dernière ville est critique : les pharmacies elles-mêmes sont épuisées ; les paysans refusent d'apporter des vivres ; la population sera forcée d'émigrer en masse. Jamais épidémie n'avait sévi avec une pareille violence.

À Valence, l'Industrie et le commerce sont complètement paralysés. L'intention d'introduire en France des fruits provenant de cette province est une ruine pour l'agriculture.

Madrid, 8 juillet. — À Aranjuez, les personnes qui sont atteintes meurent en moins de trois heures.

Le plus grand nombre de cas est constaté parmi les personnes qui habitent à proximité de rivières, de canaux ou d'étaangs.

Les nouvelles qui arrivent de Valence sont navrantes ; à chaque coin de rue s'amoncellent des cadavres qui exhalent une odeur pestilentielle. On ne peut enlever les victimes à temps, car les ensevelisseurs tombent eux-mêmes, frappés par le fléau.

Le pain a complètement manqué, pendant vingt-quatre heures, à Aranjuez, les boulangers refusaient de travailler et il fallut commander la troupe pour subvenir aux besoins de la population.

Madrid, 8 juillet. — Hier il y a eu en Espagne 4,715 cas et 805 décès.

À Madrid, 4 cas ; à Aranjuez, 445 cas et 95 décès ; à Valence, 284 cas et 164 décès.

En outre des provinces infectées, des cas isolés se sont produits à Malaga, à Ciudad Real, Albacète et Salamanque.

La situation est extrêmement grave. Le choléra a diminué à Murcie.

BULLETIN FINANCIER.

Paris, 8 juillet. S'il est vrai que le général de Courcy ait tiré pour 5 millions d'argent en barres dans le pays de Hué, l'insurrection du 5 n'aura pas été sans profit pour nous. La Bourse n'accueille cette nouvelle que sous toutes réserves ; néanmoins elle s'élève un peu et montre de meilleures dispositions.

Après avoir assez bien débuté, les rentes françaises ont faibli un moment, puis ont repris d'une manière sensible : le 3 0/0 est à 80.85, l'amortissable à 82.40, le 4 1/2 à 110.15.

L'action du Crédit Foncier qui était descendue hier à 1,315, remonte à 1,325. On peut dire que sur une pareille valeur la baisse n'est que le résultat d'un coup de surprise. Si la spéculation essaye de vendre à découvert, elle est immédiatement rappelée à la prudence par les demandes d'escompte.

Les obligations du Crédit Foncier sont très-recherchées et leurs cours font des progrès quotidiens.

La Société Générale est très-demandée. L'obligation Est-Algérien se tient ferme à 300.

L'action Rio Tinto constitue un placement d'avenir. On peut compter sur un dividende minimum de 17 fr. On n'aura jamais moins, mais on peut avoir beaucoup plus.

La Banque d'Escompte de Paris est sans changement.

La Rente Italienne 5 0/0 se tient à 95.30. Elle est calme, les recettes de ses chemins de fer sont favorables.

Tandis que les Méridionaux italiens qui vont venir le réseau adriatique s'apprent à offrir aux actionnaires 60,000 actions nouvelles au prix de 500 à raison d'une nouvelle pour cinq anciennes, le réseau méditerranéen a voulu faire émission à Berlin. Il porte la peine de sa marche des capitaux, a prouvé une fois de plus qu'il était au-dessus de cette tâche.

Le Suez est calme à 2,155.

Les chemins de fer sont sans changement.

Nord à 1,605, l'Orléans à 1,340, l'Est à 800, l'Ouest à 860, le Midi à 1,157.50.

CHRONIQUE LOCALE

ET DE L'OUEST.

Les réservistes des classes de 1877 et de 1879, qui se verraient dès à présent empêchés de répondre à la convocation de vingt jours d'exercice, sont pour la première fois autorisés à solliciter un devancement de manoeuvres.

Ils devront adresser leur demande au commandant de leur corps d'armée par l'intermédiaire de la gendarmerie.

DIRECTION DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

La Direction des Postes de Maine-et-Loire nous fait connaître les dispositions arrêtées par le ministre pour l'exécution du service postal et télégraphique le 14 juillet courant. Rien ne sera changé à la marche des courriers; les dépêches seront expédiées et reçues comme les autres jours; mais aucun courrier arrivant après midi ne sera mis en distribution, et les guichets du service postal seront fermés au public après midi. Le service télégraphique sera assuré dans les mêmes conditions que les dimanches et jours fériés.

LA FÊTE NATIONALE EN MAINE-ET-LOIRE.

M. le préfet de Maine-et-Loire vient d'adresser à MM. les sous-préfets et maires du département la circulaire suivante :

Messieurs,

La France célébrera, le 14 juillet prochain, la fête nationale instituée par la loi du 6 juillet 1880.

Un grand nombre de conseils municipaux se sont déjà préoccupés des mesures à prendre pour la célébration de cette fête, et ont inscrit à cet effet des crédits au budget communal. MM. les maires tiendront à donner à ces fonds l'affectation qu'ils comportent.

Dans les communes où ils n'existent aucune inscription budgétaire, j'autorise les municipalités à réunir immédiatement les conseils municipaux pour délibérer sur cet objet.

Tous les édifices publics, mairies, justices de paix, écoles, etc., devront être, par vos soins, pavés et illuminés.

J'attache une importance toute particulière à la distribution de secours aux personnes assistées. Je prie MM. les maires de s'entendre immédiatement avec les administrations charitables pour que des distributions exceptionnelles, aussi étendues que possible, soient faites le matin même du 14 juillet.

Par décision du 30 juin, M. le général commandant le 9^e corps d'armée a autorisé les corps des sapeurs-pompiers à se réunir en armes à l'occasion de la fête nationale.

En portant cette décision à la connaissance de MM. les officiers des compagnies de sapeurs-pompiers de leur commune, MM. les maires devront prescrire une revue en armes des sapeurs-pompiers.

Les débits de boissons, salles de danse, cercles et sociétés d'agrément, pourront rester ouverts pendant la nuit du 14 au 15 juillet. J'accorde la même latitude pour le dimanche suivant 19 juillet, dans les communes où la fête serait continuée à cette date.

Je recevrai avec le plus grand intérêt les communications que vous voudrez bien m'adresser relativement à la célébration de notre fête nationale.

Agrez, messieurs, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le préfet, NELSON-CHIERICO.

LES TRAMWAYS SAUMUROIS

Humble Avis et Remontrances DE NICOLAS PATACHON.

Ils sont bien drôles les Tramways Saumurois, à l'état naissant et bébêt, en attendant — ce qui n'est pas encore fait — qu'ils nous passent sur le corps.

Acte premier : déjà vieux et toujours nouveau. Dzim la ! la... Entrez, entrez, Messieurs et Mesdames. Suivez le mouvement, suivez la foule. On ne paie qu'en sortant si l'on est content et satisfait. Prenez vos billets. On s'arrache les derniers. V'la que ça commence ! Dzim, Boum ! (Le régisseur, dans la coulisse : Saperlotte, mais nous n'y sommes pas !)

(On baisse le rideau.)

Acte second : Pastorale héroïque. Qu'on serait bien tout de même, dans ce moment-ci, à la campagne !

Ah ! que ne suis-je assis à l'ombre des forêts ! Et la mer ! oh ! la mer ! en veston frais, sous un bon Panama, les pieds dans le sable fin, le long des vagues odorantes !

Mais voilà ! — « Les études de M. Monprofit ont été faites avec tant de soin ! Il y a dans ce projet, pour tout le pays, une telle puissance d'avenir ! » Pensez

donc ! « Une richesse dont il est impossible » (je le crois bien) « de calculer dès ce jour l'immense portée. » Et tout cela « contrôlé, vérifié par les savants ingénieurs des ponts-et-chaussées et par ceux de divers bailleurs de fonds ? »

Comment reculer ? Ne faut-il pas « avoir » parfois un peu de cœur dans la vie ? « Ma foi, tant pis, je me dévoue :

A tous les cœurs bien nés que la patrie est chère.

« Enfant du pays, ne dois-je pas consacrer un peu du reste de mes jours à sa prospérité ?... »

O Lisbonne (Saumur veux-je dire), ô ma patrie ! me voici... Voir tes tramways, et puis mourir !

P. S. — Vous savez... « Bon placement » de fonds. » Dzim, boum ! Passez au bureau, qu'on se le dise.

Acte troisième : Élégie en la mineur. Comprend-on cela ? Personne... pas un chat... bureau vide ! « Si l'administration ne se donnait la peine d'aller placer elle-même, à domicile, ses actions, le désir le plus ardent des tramways » — désir incontestable et qui transporte les Saumurois — « resterait presque à l'état platonique. »

Et pourtant « quel aimable accueil on fait partout aux tramways, avec une urbanité qui fait plaisir à voir ! » Quels « remerciements » et quelles poignées de main ! Mais, hélas ! remerciements platoniques, et poignées de main où il n'y a que les quatre doigts et le pouce.

Et dire qu'il s'agit seulement « de douze cents » pauvres « mille francs », — une misère, — à peine le prix d'un collège de filles ! « Et nous ne demandons pas d'argent avant la constitution définitive de la Société. » Il est vrai qu'après ce sera différent et que la chose une fois montée restera sur le dos des actionnaires. Mais pour les négociants « les tramways c'est l'augmentation forcée, à bref délai, du chiffre de leurs affaires, et je ne donne pas six mois à un négociant pour que même il rentre dans le chiffre de l'action de 500 fr. qu'il pourrait prendre. »

Il le pourrait !... et il n'en fait rien ! n'est-ce pas à s'y perdre ? Un si bon accueil, et des poches si étroitement cadenassées ?... « Explique qui pourra cette contradiction, si l'on ne savait, — hélas ! — par le proverbe, qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. » Accord final sur la note sensible.

L'explication n'est pourtant pas difficile. Allons au fond. N. P.

(Suite et fin prochainement.)

ÉCOLE D'ARTS ET MÉTIERS D'ANGERS.

Les examens d'admission auront les 16, 17 et 18 juillet.

Dix-neuf jeunes gens se présentent dans le département de Maine-et-Loire ; 17 d'Angers, dont 12 de l'école Chevrollier ; 1 de Saumur et 1 du Champ.

LE LUDE. — Des élections municipales complémentaires ont eu lieu, dimanche dernier, dans la commune du Lude (Sarthe). En voici les résultats, favorables aux conservateurs :

Électeurs inscrits, 4,056 ; votants, 744. M. Houdayer, conserv. 515 voix élu. M. Martineau, conserv. 506 — élu. M. Neau, républicain 215 — M. Javelle, républicain 205 —

La liste de l'ancien maire Cousturier est donc battue de 300 voix.

Ce succès nous prouve combien les Ludois approuvent peu les taquineries et les violences de celui qui voudrait être leur maître absolu. M. Cousturier profitera-t-il de cette leçon ? Ce n'est guère probable.

Voilà cinq mois que la majorité du conseil municipal laisse la ville du Lude sans administration ; le budget n'est ni préparé, ni discuté. Les habitants sont las de ce désordre, et ils ont raison de le témoigner. (Union de la Sarthe.)

LE GÉNÉRAL DE GALLIFFET.

D'après une information venue de Berlin, on annonçait dans cette ville que le général de Galliffet ferait partie de la mission d'officiers français qui doit assister aux grandes manœuvres d'automne allemandes.

LE TIR AUX PIGEONS A CHINON.

Le tir aux pigeons organisé par M. le ba-

ron de Pierre, à la Grande-Pièce (Chinon), s'annonçait comme devant être fort intéressant. Des officiers de l'École de cavalerie de Saumur en tenue bourgeoise et une foule de châtellains et châtellaines des environs s'y étaient rendus, lorsque survint l'orage.

La foudre est tombée à quelques pas des tireurs et a renversé plusieurs personnes sans leur faire mal.

L'orage a duré deux heures. Le tonnerre est tombé sur la mairie, faubourg Saint-Jacques, porte de la Bave, à Saint-Louans et à Parilly.

Chez M. Foucillers, conseiller municipal, aux Loges, une domestique a été légèrement blessée au sein et au côté gauche.

TOURS.

Fêtes des 13 et 14 juillet 1885.

Lundi 13 juillet, à 9 heures du soir, retraite aux flambeaux, par les musiques des 32^e et 66^e régiments d'infanterie, 18^e bataillon de chasseurs à pied, et sapeurs-pompiers de Tours.

Le départ de la retraite sera annoncé par une salve d'artillerie.

Mardi 14 juillet.

A six heures du matin : salve d'artillerie. De 7 à 8 heures : Distribution, à la mairie, de bons de pain et de bons alimentaires aux indigents.

A 9 heures : Revue des troupes de la garnison par M. le général commandant en chef le 9^e corps d'armée.

La revue aura lieu place du Palais-de-Justice, boulevards Heurteloup et Béranger et avenue de Grammont. M. le général en chef occupera la place du Palais-de-Justice. — Le défilé et la rentrée des troupes s'effectueront de la manière suivante : Les pompiers, les chasseurs à pied, le 32^e de ligne et les dragons, par la rue Royale ; le 66^e de ligne et les chasseurs à cheval par l'avenue de Grammont.

11 heures 1/2, mariage de la rosière. Midi, salve d'artillerie.

De 1 heure à 4 heures, régates en amont du pont suspendu de Saint-Symphorien.

Concerts, de 4 à 5 heures, 66^e de ligne, boulevard Béranger ; de 5 à 6 heures, 32^e de ligne, boulevard Heurteloup ; de 7 heures à 9 heures, sapeurs-pompiers, place de l'Hôtel-de-Ville.

9 heures : Feu d'artifice tiré sur le pont de pierre, par M. Kervella.

10 heures : Illumination générale des édifices publics, des places de l'Hôtel-de-Ville, du Musée, du Palais-de-Justice et de la rue Royale, des boulevards Béranger et Heurteloup et de l'avenue de Grammont.

De 10 heures à 1 heure du matin : Représentation gratuite au Théâtre Français.

11 heures : Bal gratuit au Cirque de la Touraine.

Nota. — Sonnerie des cloches des différentes églises de la ville : le 13, à 7 heures du soir ; le 14, à 7 heures du matin, 1 heure et 7 heures du soir.

POITIERS.

Fête du 14 juillet. — Voici le programme de la fête du 14 juillet, à Poitiers :

La veille, retraite aux flambeaux à 8 heures 1/2 du soir.

Le 14. Distribution de pain aux pauvres de la ville par les soins des membres du bureau de bienfaisance ;

Trois salves d'artillerie de 24 coups de canon chacune, le matin, à midi et le soir.

A 9 heures, revue des troupes à Blossac ; A 3 heures, musique de l'Union poitevine, à Blossac ;

A 4 heures, musique de l'école primaire supérieure, sur la place d'Armes ;

Danses et réjouissances publiques. Illumination du parc de Blossac.

A 8 heures, le Conseil municipal partira de l'Hôtel-de-Ville, ayant les pompiers pour escorte, et se rendra à Blossac, où un feu d'artifice sera tiré.

Musique militaire à Blossac pendant le feu d'artifice.

Grande retraite aux flambeaux.

NANTES.

Un sauveteur de 14 ans. — Dimanche dernier, à 8 heures 1/2 du soir, le jeune René Gérard, âgé de 7 ans, demeurant quai de Versailles, 44, étant à jouer sur la charpente du nouveau pont de Barbin, tomba dans l'Érdre.

Il était entraîné par le courant et se serait infailliblement noyé sans le secours du

jeune Lucas, âgé de 14 ans, demeurant rue Barbin, 7, qui se jeta à l'eau et fut assez heureux pour le sauver.

Cependant les forces du jeune sauveteur étaient épuisées ; les deux enfants allaient disparaître, quand le sieur Dubois, s'apercevant du danger qu'ils couraient, se porta à leur secours avec une embarcation et les retira tous les deux sains et saufs.

Le jeune Gérard fut porté dans un bateau à laver où il reçut des frictions qui lui firent rendre une certaine quantité d'eau qu'il avait absorbée.

Le dévouement et le sang-froid dont le jeune Lucas a fait preuve en cette circonstance méritent les plus grands éloges. Bien qu'il sût à peine nager, cet enfant n'a pas hésité à exposer sa vie pour sauver un de ses camarades.

VENDÔME.

Un duel au sabre. — Mardi, pour un motif insignifiant, deux sous-officiers du 40^e chasseurs se sont rendus sur le terrain, au manège du quartier.

Le maréchal des logis Juste a reçu un coup de pointe à la poitrine.

Sa blessure est grave, ses jours sont en danger.

Les duels deviennent un peu trop fréquents, dans l'armée, et nous croyons que M. le ministre de la guerre ferait bien de rappeler aux chefs de corps qu'ils ne doivent autoriser que les rencontres sérieusement motivées. (Petite France.)

Le Brillant Oriental est le meilleur produit qui se soit fait jusqu'à ce jour ; il remplace les cires liquides et encaustiques pour l'entretien et la mise en couleur des meubles et parquets en chêne, noyer et acajou ; il n'a pas d'odeur, brille très-vite et n'encrasse jamais ; il se vend, à l'ÉPICERIE CENTRALE, 1 fr. 80 c. le litre avec lequel on peut couvrir 25 mètres carrés.

Donnez du fer à votre enfant, disait un médecin consulté par une mère pour sa fille atteinte de pâles couleurs et d'anémie. — Mais quel fer donner à mon enfant ? demanda la mère. LE FER BRAVAIS, répondit le docteur, car c'est la préparation ferrugineuse qui approche le plus de la forme sous laquelle le fer est contenu dans le sang, et, par suite, ses effets sont supérieurs à ceux de tous les autres ferrugineux.

Que faire, quand on souffre de la migraine ? — La migraine vient le plus souvent d'un mauvais état de l'estomac et d'un trouble dans la circulation du sang ; très-souvent aussi elle est liée à des affections rhumatismales et névralgiques. Dans ce cas, les Pilules Suisses, en dégageant les intestins, stimulant les reins et activant les sécrétions urinaires, sont un remède sûr, dont l'efficacité rapide a souvent étonné les malades.

En vente chez tous les libraires et dans les kiosques

LA MUSIQUE DES FAMILLES

JOURNAL ILLUSTRÉ PARAISSANT LE JEUDI

Le numéro : 25 centimes.

Tous les jeudis paraît le numéro, donnant huit pages de musique, et huit pages de texte illustré, total seize pages.

Le numéro à 25 centimes renferme pour deux francs de musique, soit plus de cent francs de musique par an. — Abonnements d'un an : Paris, 12 fr. — Départements, 14 fr.

Très-belle prime aux abonnés. Un numéro est envoyé gratis et franco sur demande au directeur du journal, 78, boulevard Saint-Michel, Paris.

BOURSE DE PARIS.

DU 8 JUILLET 1885.

Table with 2 columns: Instrument/Security and Price. Rente 3 0/0. 80 75. Rente 3 0/0 amortissable. 82 40. Rente 4 1/2. 106 25. Rente 4 1/2 (nouvelle). 110 15. Obligations du Trésor. 517

LES FRÈRES MAHON

médecins spéciaux, des hôpitaux de Paris « obtiennent mille guérisons par an, terme moyen. » — Maladies de la peau et du cuir chevelu, teignes, dartres, démangeaisons, chute des cheveux, etc. Le docteur M. Mahon fait sa visite à l'hôpital d'Angers le dernier dimanche de chaque mois, et il reçoit le même jour les malades particuliers à l'Hôtel d'Anjou, à Angers, de midi à trois heures. Dépôt à Saumur, à la pharmacie GABLIN. — Consultations à Paris, rue de Rivoli, 30.

PAUL GODET, propriétaire-gérant.